



ZOOM SUR

Les grands défis du nouveau mandat

RENCONTRE AVEC
LE PRÉSIDENT DE L'AGGLOMÉRATION

“ Être utiles
aux communes,
pour être utiles
aux gens

Réélu à la présidence de Guingamp-Paimpol Agglomération après les élections municipales de mars, Vincent Le Meaux, maire de Plouëc-du-Trieux, ouvre une nouvelle étape pour l'Agglomération.



Entretien avec le Président,
Vincent Le Meaux

Comment abordez-vous cette troisième mandature ? Quelles évolutions souhaitez-vous impulser ?

Guingamp-Paimpol Agglomération va bientôt avoir dix ans. Elle est née du rassemblement de sept intercommunalités, de Callac à Paimpol.

Pendant cette première décennie, nous avons appris à travailler ensemble. Nous avons construit une identité commune, développé des services et porté de nombreux projets.

Aujourd'hui, nous entrons dans une nouvelle étape.

Une Agglomération n'est pas une fin en soi. Elle n'a de sens que si elle est utile aux communes. Et si elle est utile aux communes, elle sera utile aux gens.

C'est pour cela que j'ai souhaité confier à Virginie Doyen, maire de Loc-Envel depuis 2014, la fonction de première vice-présidente chargée des territoires. Elle connaît très concrètement les réalités d'une commune rurale et les attentes de beaucoup de communes bretonnes. Ce choix porte un message clair : les 57 communes sont au cœur de notre projet communautaire.

Les maires sont les élus de proximité. Ils connaissent les gens, les associations, les entreprises, les écoles et les réalités de leur commune. Ils savent ce qui fonctionne, ce qui manque et ce qui doit être amélioré.

L'Agglomération a-t-elle vocation à décider à la place des communes ?

Non sûrement pas. L'intercommunalité doit les accompagner, mutualiser les moyens et les compétences, et les aider à faire aboutir leurs projets.

Mais elle n'est pas non plus un simple guichet financier. Elle est un espace de solidarité territoriale qui nous permet de faire ensemble ce qu'une commune ne pourrait pas toujours réaliser seule, d'aller plus vite et de mieux répartir les services sur l'ensemble du territoire.

Face aux replis que j'observe aujourd'hui, y compris au sein de notre propre agglomération, je crois profondément que notre responsabilité est de renforcer le dialogue entre les communes et de faire confiance aux élus locaux.

On ne peut pas parler de solidarité territoriale en regardant seulement ce que chaque commune verse et ce qu'elle reçoit immédiatement en retour. Une Agglomération, ce n'est pas une addition de comptes individuels. Certaines communes créent davantage de ressources fiscales, d'autres accueillent des services, des équipements ou des fonctions écologiques, culturelles ou patrimoniales utiles à tout le territoire. Chacune apporte quelque chose à l'ensemble.



Salle d'escalade communautaire
à Pontrieux

Cette réciprocité est essentielle selon vous pour créer un lien de confiance entre les 57 communes ?

Je suis convaincu qu'aucune commune ne peut réussir seule et aucune ne doit avoir le sentiment d'être seulement mise à contribution. Chacune reçoit de l'Agglomération, mais chacune apporte aussi quelque chose aux autres et à l'Agglomération.

C'est dans cet esprit que j'ai annoncé la refonte de notre pacte fiscal, financier et solidaire d'ici à décembre 2027. Je souhaite que ce travail aboutisse à un véritable Pacte des 57 communes, avec des règles plus lisibles, plus justes et plus solidaires.

Au fond, ce ne sera pas seulement un pacte financier. Je veux qu'il devienne un pacte de confiance entre les communes. Parce qu'une Agglomération avance lorsque chaque commune se sent reconnue, respectée et utile à l'ensemble.

C'est cette confiance que nous devons reconstruire pour préparer ensemble notre territoire aux grands changements qui nous attendent d'ici à 2050.

“ Concrètement, quel est votre premier grand chantier ?

Celui de l'eau et du changement climatique. Notre territoire porte une responsabilité exceptionnelle. Cinq grands fleuves bretons prennent leur source ici : le Trieux à Kerpert, le Jaudy à Louargat, l'Aulne à Lohuec, le Blavet et le Léguer à Bourbriac. Cela nous oblige.

Quand on ouvre son robinet, on trouve normal d'avoir de l'eau. Pourtant, derrière ce geste du quotidien, il y a un immense travail de protection de la ressource et gestion des phénomènes météorologiques de plus en plus virulents.

Notre responsabilité est de garantir aux générations d'aujourd'hui comme à celles de demain une eau en quantité suffisante et de qualité. Dans un contexte incontestable d'évolution climatique impressionnante, nous devons protéger ces rivières depuis leur source jusqu'à la mer.

Les collectivités ont leur part. Les agriculteurs aussi. Les entreprises, les associations et chaque habitant également.

Il faudra parfois faire évoluer certaines pratiques, investir dans de nouveaux équipements, mieux stocker l'eau de pluie, nous protéger des eaux de ruissellement ou protéger davantage les captages et les cours d'eau contre l'urbanisation à outrance. Mais cela ne se fera que par le dialogue et la recherche de solutions partagées.

L'eau est un bien commun. Elle conditionne directement l'aménagement et le développement de notre territoire.

À travers des outils comme le Plan local d'urbanisme intercommunal, le PLUi, ou le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux, le SAGE, l'Agglomération doit permettre aux communes et aux acteurs du territoire de travailler ensemble.

C'est dans cet esprit que je propose de créer une Maison de l'Eau et du Climat : un lieu pour échanger, anticiper, innover et construire ensemble des réponses concrètes afin de protéger la ressource et de préparer l'avenir.

Quels sont les principaux défis à relever ensemble ?

Ma responsabilité, plus qu'un défi au fond, c'est de faire en sorte que les gens vivent bien dans nos 57 communes.

Qu'ils puissent travailler, se loger, se déplacer, accéder aux soins, pratiquer un sport, aller au spectacle, élever leurs enfants et bien vieillir ici.

Mais notre responsabilité va plus loin. Elle est aussi de faire vivre ensemble des communes différentes, avec leur histoire, leurs moyens, leurs besoins et leurs projets. Une Agglomération ne doit pas gommer ces différences. Elle doit les faire tenir ensemble.

Je vois parfois monter les tensions, les replis sur soi ou les oppositions de principe entre les territoires, et même au sein de certaines communes. Je ne crois pas que l'avenir puisse se construire ainsi.

Dans l'organisation de la République, les communes sont les premières pierres de l'édifice. L'Intercommunalité peut en être la clé de voûte : elle les relie, elle recherche l'équilibre et elle permet à l'ensemble de tenir, à condition que chaque commune y trouve pleinement sa place.

C'est cela, pour moi, la solidarité territoriale : respecter la liberté de chaque commune, rechercher l'égalité entre les gens, où qu'ils vivent, et faire vivre la fraternité entre les territoires.

Notre devise républicaine n'est donc pas une formule abstraite. Elle peut guider très concrètement notre manière de construire et de faire vivre l'Agglomération.

“ Face au désengagement financier de l'État, comment préserver les capacités d'action de Guingamp-Paimpol Agglomération et continuer à investir pour les habitants ?

Les gens disent souvent qu'ils n'aiment pas l'impôt. Je peux le comprendre. Mais sans l'impôt, il n'y aurait tout simplement pas de service public.

L'impôt permet de mutualiser les moyens pour que chacun puisse bénéficier de services de qualité, quel que soit son revenu.

Prenons un exemple très concret. Sans la solidarité fiscale, le transport scolaire coûterait près de 1 500 euros par enfant et par an, contre environ 150 euros aujourd'hui. Que coûteraient alors l'eau potable, l'assainissement, les crèches, les accueils de loisirs, les piscines ou encore toutes les

actions que nous menons pour préserver le bocage ?

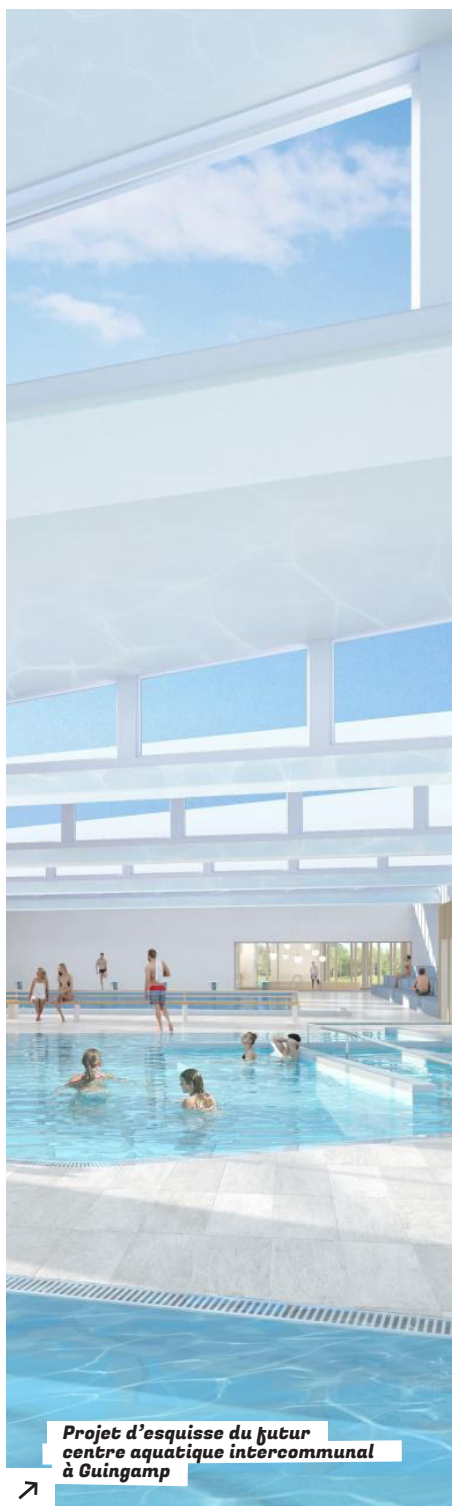
Notre responsabilité est donc claire : gérer l'argent public avec sérieux, expliquer nos choix et proposer des services accessibles au juste prix.

Je le répète souvent : un budget ne doit pas être une simple addition de chiffres. Il traduit des choix politiques. Derrière chaque euro dépensé, il doit y avoir une utilité concrète pour les gens.

Dans le contexte de crises et de désengagements financiers que nous connaissons, le principal risque serait de

ne plus pouvoir investir demain. J'ai donc demandé, dès cette rentrée 2026, aux vice-présidents et aux services de maîtriser nos dépenses dans la préparation du budget 2027 et des années suivantes.

L'objectif n'est pas de réduire notre action, mais de préserver durablement notre capacité d'investissement. C'est préparer l'avenir sans faire payer demain le prix de nos décisions d'aujourd'hui.



Projet d'esquisse du futur centre aquatique intercommunal à Guingamp

“ Si vous deviez citer un grand projet communautaire emblématique de la prochaine mandature, lequel serait-ce ?

Je me méfie un peu de l'idée du « grand projet emblématique ». Une Agglomération ne se résume pas à un bâtiment ou à un chantier. On doit surtout la juger à ce qu'elle apporte dans la vie quotidienne des gens.

Cela étant dit, certains projets illustrent bien notre manière de travailler. Je pense naturellement au futur centre aquatique de Guingamp et au pôle nautique de Loguivy-de-la-Mer.

Ce sont bien sûr des équipements sportifs et éducatifs. Mais ils sont aussi des lieux où les enfants apprennent à nager, où les familles se retrouvent, où les associations vivent et où les habitants partagent des moments ensemble.

Je pense en particulier au futur centre aquatique de la vallée de Cadolan, entre Guingamp et Ploumagoar.

Ce projet ne consiste pas seulement à construire une piscine. Il permettra aussi de dépolluer une ancienne friche industrielle, de restaurer la rivière, de préserver des arbres remarquables et d'aménager un parc ouvert à tous.

J'ai demandé que nous soyons exemplaires sur le plan environnemental, mais aussi très attentifs à l'usage réel de cet équipement.

Je veux que les gens puissent y venir pour apprendre à nager, pratiquer un sport, accompagner leurs enfants, se promener ou simplement profiter d'un lieu agréable.

Au fond, l'action publique ne consiste pas à construire des équipements pour les montrer. Elle consiste à créer des services et des lieux utiles. Les équipements ne sont qu'un moyen d'améliorer concrètement la vie des gens.

“ Quels autres projets vous paraissent prioritaires ?

L'énergie est devenue une question très concrète pour les familles, les entreprises et les communes.

Quand les prix augmentent, ce sont les factures qui augmentent. Et ce sont les gens qui les paient.

Nous ne maîtrisons pas les crises internationales. Nous n'avons pas tous les leviers. Mais nous avons la responsabilité d'agir là où nous pouvons être utiles.

C'est tout le sens de notre Plan Climat-Air-Énergie Territorial : produire davantage d'énergie localement, réduire nos consommations et mieux maîtriser les coûts. Je crois à une écologie de solutions, pas à une écologie d'affichage.

Je refuse les oppositions systématiques. Nous devons concilier la protection de l'environnement, l'activité économique, l'agriculture et le pouvoir d'achat. C'est plus exigeant, mais c'est aussi plus utile.

Oui, nous devons développer les énergies renouvelables. Mais avec du bon sens.

L'éolien doit respecter les paysages, les espaces naturels et la vie des habitants.

Le photovoltaïque ne doit pas se développer au détriment des terres agricoles qui nous nourrissent.

La méthanisation peut être une solution intéressante pour valoriser certains déchets, mais elle ne doit pas déséquilibrer les exploitations ni détourner les productions agricoles de leur vocation première.

Et surtout, la première énergie reste celle que nous ne consommons pas. Les économies d'énergie demeureront toujours notre premier levier.

Tous ces projets doivent être expliqués, discutés et construits avec les élus, les habitants et les acteurs concernés. Rien de durable ne se construit contre les gens.

Très concrètement, quels projets allez-vous développer pour agir sur les consommations et les coûts de l'énergie ?

À Guingamp, par exemple, nous travaillons avec la Ville et le Syndicat départemental d'énergie sur un réseau public de chaleur et une chaufferie bois alimentée notamment par les produits issus de l'entretien du bocage.

Elle permettra de chauffer des écoles, des bâtiments publics, l'hôpital, des logements et le futur centre aquatique.

J'aime ce projet parce qu'il est fidèle à notre façon d'agir : il valorise une ressource locale, soutient l'entretien du bocage, réduit notre dépendance énergétique et contribue à mieux maîtriser les dépenses publiques.



La ville de Guingamp vue du ciel

“ Et concernant l'accès aux soins ?

L'accès aux soins reste l'une de nos préoccupations majeures.

Aujourd'hui encore, beaucoup de gens peinent à trouver un médecin, doivent attendre plusieurs mois un rendez-vous ou parcourir de nombreux kilomètres pour être soignés.

Depuis 2018, l'Agglomération a décidé de prendre sa part.

Chaque année, nous participons au financement des centres de santé des hôpitaux de Guingamp et de Paimpol afin de contribuer à leur équilibre. Nous avons également mis en place des facilités de paiement sur les factures d'eau des établissements hospitaliers.

Nous accompagnons aussi les communes qui créent des maisons de santé et nous soutenons l'installation de médecins

et de professionnels de santé. Enfin, nous favorisons l'accueil des internes en médecine et des médecins juniors pour leur faire découvrir notre territoire et, demain, leur donner envie de s'y installer.

La santé relève d'abord de la responsabilité de l'État. Il faut le dire clairement. Pourtant, notre Agglomération est allée bien au-delà de ses compétences, parce que nous avons considéré que nous ne pouvions pas rester les bras croisés.

Nous ne pouvons pas tout régler. Mais nous avons le devoir d'agir partout où nous pouvons être utiles.

Je crois beaucoup au travail collectif entre les communes, l'Agglomération, les professionnels de santé, les hôpitaux, le Département, la Région et l'État. Personne ne trouvera seul la solution.

Enfin, qu'est-ce qui guide chacune de vos décisions ?

Au fond, derrière chaque compétence de l'Agglomération, derrière chaque budget et derrière chaque décision, il y a des gens.

Je ne crois pas qu'ils attendent des élus qu'ils parlent plus fort que les autres. Je crois qu'ils attendent surtout que nous soyons utiles, que nous expliquions les choix que nous faisons et que nous gérons correctement l'argent qu'ils nous confient.

Si, au terme de ce mandat, les habitants vivent un peu mieux, si nos communes sont plus fortes et si nous avons renforcé la confiance entre elles, alors nous aurons été fidèles à l'engagement que nous avons pris devant eux.

Et l'avenir de l'hôpital public de Guingamp reste-t-il, pour vous, un combat prioritaire ?

Quoi que certains puissent en penser, mon objectif n'a jamais changé : notre territoire a besoin d'un hôpital de plein exercice, avec une maternité, une chirurgie et un service d'urgences fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Depuis juillet 2021, cette position est soutenue à l'unanimité par le Conseil d'agglomération. Je proposerai d'ailleurs aux élus de réaffirmer collectivement cet engagement.

Bénéficier d'un hôpital public performant ici n'est pas une demande de prestige. Ce n'est pas non plus une compétition entre Guingamp, Lannion, Carhaix ou Saint-Brieuc. C'est une question d'égalité entre les territoires et de sécurité pour les habitants.

Le jour où un enfant, un parent ou un proche est malade, personne ne se demande quelle collectivité est compétente. Chacun veut simplement être soigné rapidement, correctement et près de chez lui.

Je continuerai donc à défendre l'hôpital public de Guingamp avec détermination, mais toujours dans le dialogue. Pour réussir sa reconstruction, l'État aura besoin de l'engagement des collectivités et des compétences que notre territoire est capable d'apporter.



Les élus et élus du bureau de l'Agglomération